

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/FV.1228
26 mai 1964

FRANCAIS

Trente et unième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT VINGT-HUITIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 26 mai 1964, à 10 h 30.

Président :

M. CORNER

(Nouvelle-Zélande)

- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée [point 4 a) de l'ordre du jour] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1228. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

POINT 4 a) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE (T/1621; T/L.1071) (suite)

Sur l'invitation du Président, M. G. W. Toogood, Représentant spécial pour la Nouvelle-Guinée sous administration australienne, prend place à la table du Conseil.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passerai maintenant à une série de questions concernant le domaine social, le travail et d'autres questions diverses.

Dans son intervention, le Représentant spécial nous a dit que des syndicats se formaient actuellement en Nouvelle-Guinée. Je voudrais savoir quel est le chiffre total de travailleurs dans tout le territoire et combien d'entre eux font partie de syndicats?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le chiffre total de travailleurs dans le territoire s'élève à environ 56 000 à l'heure actuelle. Le chiffre de ceux qui appartiennent à des syndicats est actuellement de 7 200 environ.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma deuxième question est la suivante : quelles sont les conditions qui président à la formation des syndicats? Ceux-ci sont-ils formés par régions, par professions? Quels sont les critères?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Une association de travailleurs s'établit à la suite du désir de la population, dans toute région où la nécessité de contrats pour arriver à des conditions de travail convenues entre les employeurs et les travailleurs se fait sentir. Ces associations commencent à se former dans les centres urbains. C'est un début. Plus tard, il y aura une extension vers les régions rurales.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas reçu de réponse à ma question. Je sais qu'il y a des syndicats de ville et des syndicats de campagne. Ce qui m'intéresse c'est de savoir comment ces syndicats sont organisés. Le sont-ils indépendamment du nombre d'entreprises qui existent dans une région, dépendent-ils d'une seule entreprise ou dépendent-ils d'une profession? Y a-t-il par exemple des syndicats de bûcherons, des syndicats d'ouvriers des textiles? C'est là ma question. Quelle est la base sur laquelle sont organisés les syndicats.

M. TCOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ces associations de travailleurs se créent en raison du désir exprimé par divers secteurs de la population et ne sont pas réservées à une certaine profession. Les membres de ces associations travaillent dans n'importe quelle profession. Comme l'a dit le représentant de l'Union soviétique, il y a des travailleurs dans les scieries, dans les usines de textiles, et ces gens se réunissent pour discuter de leurs intérêts communs.

L'administration encourage la création de telles organisations, et cela par l'intermédiaire du Département du travail. Par la suite et grâce aux efforts du Département du travail, ces associations sont mises en rapport avec des associations d'employeurs pour discuter les questions d'intérêt commun.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais avoir quelques informations supplémentaires. Le représentant spécial nous a dit qu'on élargirait les syndicats. Comment se fait-il qu'il n'y ait que 7 200 syndiqués sur 56 000 travailleurs dans le territoire?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La raison pour laquelle il n'y a, sur les 56 000 travailleurs, qu'environ 7 200 syndiqués est que les organisations syndicales n'ont été créées que très récemment. Auparavant, les populations n'ont montré que peu d'intérêt pour ce genre de mouvement collectif et c'est seulement à cause de l'influence favorable de l'Autorité administrante qu'une organisation de ce genre a pris naissance; les associations syndicales ne sont devenues actives que depuis environ 18 mois à deux ans. Je suis certain que le nombre des adhérents à ces organisations syndicales ne cessera d'augmenter d'année en année et que, dans l'avenir, de nouvelles organisations se créeront dans les divers centres.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Existe-t-il des organisations syndicales séparées pour les travailleurs de race blanche et d'autres pour les travailleurs autochtones?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'existe pas de distinction à cet égard; il n'y a aucune discrimination raciale au sein de ces associations syndicales et il n'y a pas de syndicat réservé aux ouvriers blancs.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant spécial dit qu'il n'y a aucune discrimination dans les syndicats. Mais je voudrais lui poser une question. Il est de notoriété publique que les salaires des Blancs sont différents des salaires des autochtones. Le représentant spécial pourrait-il nous dire quelle est la différence de rémunération entre ces deux genres de travailleurs?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La rémunération des travailleurs dans le territoire dépend exclusivement des qualifications des individus. La différence essentielle est que le travailleur qui vient d'un pays d'outre-mer bénéficie d'une allocation d'expatriation qui tient compte des conditions de son travail en Australie.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Nous lisons dans le rapport que le territoire ne connaît pas le problème du chômage. Le représentant spécial pourrait-il nous dire s'il n'y a vraiment aucun chômeur dans le territoire?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'y a virtuellement aucun chômage dans le territoire; les occasions de travail sont suffisantes pour que n'importe qui trouve de l'emploi si une personne désire travailler. Certes, il y a dans le territoire un certain nombre de gens qui ne sont pas capables de travailler; mais ce nombre ne dépasse pas le nombre normal au sein d'une communauté quelconque et qui se trouve toujours aux environs des zones urbaines; il s'agit d'une très petite proportion de la population et ces gens pourraient, s'ils le voulaient, trouver des emplois.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Autre question dans le même domaine : existe-t-il un système d'assurances sociales dans le territoire, notamment pour les quelques chômeurs qui y vivent?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le besoin d'un système d'assurances sociales ne se fait pas sentir dans le territoire; il n'y a personne qui souffre de la faim, personne qui ait besoin de soins particuliers; car tous les services - soins médicaux, soins dentaires - sont gratuits et fournis par l'Autorité administrante.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quelles sont les restrictions imposées aux voyages que des autochtones désireraient entreprendre pour sortir du territoire et se rendre, notamment, en Irian occidental?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A cet égard, il n'y a aucune restriction particulière autre que celles qui sont appliquées dans n'importe quel autre pays; il faut toujours obtenir une autorisation pour quitter le territoire ou entrer dans le territoire; et ceci s'applique également partout ailleurs.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant spécial a déjà déclaré que le territoire élabore en ce moment des lois destinées à assurer la suppression de toute discrimination raciale; cependant, il a été obligé de reconnaître qu'il existe encore de la discrimination dans la pratique. Quelles sont les mesures prises au cours de cette année pour éliminer complètement cette pratique discriminatoire?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris cette question, le représentant de l'Union soviétique insinue qu'il existe toujours de la discrimination raciale au territoire. Cependant, je crois avoir clairement établi, à la fois hier et vendredi dernier, qu'il n'y a au territoire aucune discrimination raciale. Au cours des douze derniers mois, tout ce qui pouvait plus ou moins ressembler à de la discrimination raciale dans la législation a disparu. En outre, l'Ordonnance sur les pratiques de discrimination, adoptée l'année dernière, prévoit, comme je l'ai dit hier, des peines qui doivent être infligées à l'occasion de tous les cas de discrimination raciale. Afin de compléter les renseignements fournis au représentant de l'Union soviétique, je dirai que, depuis la promulgation de cette loi, il n'y a pas eu un seul cas où l'Administration ait dû formuler une accusation dans ce sens.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais poser une question à la représentante de l'Organisation mondiale de la santé. A la page 107 du rapport de l'Autorité administrante, nous trouvons une liste des conférences tenues au sujet de la santé publique. Je voudrais savoir si des autochtones des localités ont participé à ces conférences ou si les participants étaient uniquement des Australiens.

Mme MEACHER (Organisation mondiale de la santé) (interprétation de l'anglais) : Comme nous l'avons fait savoir au Conseil de tutelle l'année dernière, un grand intérêt a été manifesté aux diverses réunions régionales de la part du territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée; les participants à ces manifestations ont été nombreux; mais nous ne disposons pas ici même de renseignements indiquant les noms des participants individuels et s'ils étaient ou non des autochtones.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Australie pourrait-il répondre à cette question?

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Je regrette à mon tour de n'être pas en mesure de donner au pied levé le nom exact des personnes qui ont participé à ces diverses conférences. L'Autorité administrante s'est beaucoup intéressée aux différentes organisations et conférences convoquées par l'Organisation mondiale de la santé, et nous y avons presque toujours été représentés.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A la page 107 du rapport on énumère les conférences internationales tenues dans le domaine de la santé publique. Je voudrais savoir si des autochtones ont pris part à ces conférences ou si les délégations étaient uniquement composées d'Australiens.

M. TOCGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Des membres autochtones du service de la santé publique ont fréquemment pris part à ces conférences, généralement en compagnie de personnel officiel médical australien.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Australie ou le Représentant spécial pourrait-il me dire quelles mesures l'Autorité administrante a prises l'an dernier pour développer les relations entre le territoire et les pays et territoires voisins.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil savent que l'un des principaux instruments de collaboration internationale dans le Pacifique Sud a été la Commission du Sud Pacifique dont l'Australie fait partie et où, de ce fait, la Nouvelle-Guinée est représentée. Il y a eu une assez grande mesure de communication entre voisins et la coopération a progressé, en ce qui concerne le territoire sous tutelle, grâce à la Commission du Sud Pacifique.

M. CHAKHOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai encore une question à poser, soit au Représentant spécial, soit au représentant de l'Australie. Il ressort de leurs réponses et de leurs interventions générales que la situation est très favorable dans le territoire : la discrimination raciale n'existe pas, les salaires des autochtones sont égaux aux salaires des Australiens. On a l'impression que le territoire est un véritable paradis. Je ne mentionnerai pas le fait qu'au cours de l'échange de questions et de réponses qui a eu lieu il est apparu clairement que tous les pouvoirs appartiennent à l'Administration : le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif sont entièrement entre les mains de l'administrateur, qui peut donc agir comme bon lui semble.

Des élections ont eu lieu. Le Représentant spécial nous a dit qu'elles s'étaient déroulées dans un climat de complète liberté. Je voudrais cependant poser la question suivante : qu'est-ce qui a motivé le refus opposé à un correspondant soviétique qui voulait se rendre dans le territoire pendant les élections à l'Assemblée législative? Je signale que l'Union soviétique est membre du Conseil de tutelle et qu'il est normal qu'elle manifeste un grand intérêt pour cette question. Depuis 17 ans, l'Union soviétique n'a jamais été autorisée à prendre part à une mission de visite dans un territoire sous tutelle. Je voudrais donc demander au représentant de l'Australie de me répondre à ce sujet : si tout va tellement bien dans le territoire, pourquoi a-t-on refusé à un correspondant de presse soviétique la permission d'y entrer pendant les élections?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne connais pas les raisons pour lesquelles le représentant du journal soviétique Pravda n'a pas obtenu l'autorisation de pénétrer dans le territoire au cours des élections. Tout ce que je puis dire, c'est qu'il semble exact que cette autorisation n'a pas été accordée, comme l'a dit le représentant de l'Union soviétique. Mais je ne suis pas en mesure d'éclairer le Conseil sur les raisons de ce refus.

M. DOISE (France) : Puisque je n'ai pas encore eu l'occasion de le faire, je voudrais exprimer mes souhaits de bienvenue au Représentant spécial, M. Toogood, et à ses deux conseillers néo-guinéens, M. Magan et M. Tau Boga.

Je voudrais revenir sur le problème de l'élection de l'Assemblée, élection qui a constitué certainement un événement considérable dans l'histoire récente du territoire. D'après le rapport, nous voyons que ce Parlement comprend 10 sièges officiels, 10 sièges réservés et 44 sièges ouverts aux candidats de toutes les races. Je voudrais avoir quelques éclaircissements sur la répartition des sièges réservés. Je voudrais savoir si les titulaires de ces sièges étaient élus pour l'ensemble du territoire, c'est-à-dire globalement, ou si au contraire ils étaient élus dans certaines régions en particulier, comme par exemple les centres urbains. En d'autres termes, ces sièges étaient-ils répartis géographiquement sur la base de circonscriptions électorales spéciales?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Les 10 électors spéciaux couvrent l'ensemble du territoire. En conséquence, toute personne, dans le territoire, a la possibilité de voter aussi bien pour un membre de l'électorat ouvert que pour un membre de l'électorat spécial. Dans la plupart des cas, les électors spéciaux couvrent un certain nombre d'électors ouverts. On a donc une répartition égale à travers le territoire pour les 10 sièges en question.

M. DOISE (France) : Je suis très intéressé par cette réponse qui me paraît, en effet, la seule logique, puisque, comme nous le savons, il n'y a qu'une seule liste électorale, un simple collège électoral.

Ensuite, toujours dans le cadre de cette élection récente, je m'intéresserai à la confection de la liste électorale dont le représentant spécial a longuement parlé aux pages 43 et suivantes du compte rendu de son exposé liminaire. J'ai cru comprendre que la liste était établie dans le cadre de la circonscription électorale; mais, comme on nous a dit qu'il y avait environ 3 000 bureaux de vote - qu'ils soient itinérants ou fixes - je voudrais savoir si la liste était ensuite subdivisée en autant de sous-listes, si je puis m'exprimer ainsi, qu'il y avait de bureaux de vote. Telle est la première partie de ma question.

En second lieu, je voudrais si les électeurs recevaient chacun une carte électorale leur permettant de faire la preuve de leur identité le jour de l'élection.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il y avait 3 000 centres électoraux dans l'ensemble du pays. Dans chaque circonscription, il y avait une liste comprenant les noms de tous les électeurs de cette circonscription. Les noms étaient indiqués par ordre alphabétique; les villages eux-mêmes étaient également mentionnés sur la liste par ordre alphabétique. Les électeurs avaient la possibilité de s'identifier. Au fur et à mesure qu'un centre se déplaçait, l'électeur se présentait à une table où un fonctionnaire inscrivait son nom et lui demandait de s'identifier par des moyens reconnus valables par les candidats eux-mêmes.

M. DOISE (France) : Le représentant spécial a prévenu ma question suivante. Ce qui m'intéressait était de savoir s'il y avait des assesseurs désignés par les candidats dans chaque bureau de vote.

Je passe maintenant aux conseils administratifs locaux dont il est question aux pages 30 et suivantes du rapport. On nous annonce en projet l'élargissement de la compétence de ces conseils. Je crois comprendre, d'après le rapport, que

M. Doise (France)

ces conseils jouissent d'une espèce autonomie financière, c'est-à-dire qu'ils gèrent eux-mêmes leurs dépenses locales en les ajustant - tout au moins je l'espère - sur les recettes locales. Ma question est la suivante : Existe-t-il des subventions du budget central pour les budgets locaux de ces conseils? D'autre part, y a-t-il un contrôle de la gestion financière de ces conseils, ce qu'on appelle en droit français une tutelle sur les collectivités locales?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les conseils administratifs locaux ont leur propre contrôle financier. Le seul contrôle du Département des affaires autochtones est d'un caractère consultatif. Les comptes sont vérifiés également par l'Autorité administrante.

M. DOISE (France) : Je crois que j'ai été sans doute un peu vite. Je n'ai pas reçu de réponse à la deuxième partie de ma question qui consistait à demander s'il y avait des subventions du budget du territoire au profit des budgets locaux.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse d'avoir oublié de répondre à cette partie de la question. Il y a des subvention spéciales de l'administration centrale; elles sont destinées à des travaux entrepris dans les régions des conseils locaux : construction d'aérodromes, construction de routes et création de services pour les villages.

M. DOISE (France) : Mes questions suivantes porteront sur l'administration de la justice. J'ai noté avec intérêt, dans le rapport, qu'on annonce l'unification du système judiciaire pour tous les habitants du territoire. D'autre part, à la page 38 du rapport et également dans l'exposé liminaire du représentant spécial, il est fait état d'efforts spéciaux pour associer plus étroitement les populations à l'administration de la justice. Je serais reconnaissant au représentant spécial s'il voulait bien développer un peu cet aspect du problème judiciaire actuel.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le but poursuivi par l'Administration a été l'unification des territoires du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Cet objectif est poursuivi depuis plusieurs années car on se préoccupe de faire naître un sentiment d'unité nationale dans les populations. Toutes les lois, depuis plusieurs années, ont eu cet objectif en vue. On a déjà obtenu de grands résultats dans ce domaine. Il y avait des lois spéciales pour le Papua et d'autres pour la Nouvelle-Guinée; elles sont maintenant unifiées. Le système judiciaire est le même pour Papua et la Nouvelle-Guinée.

M. DOISE (France) : Je passe maintenant au domaine économique. J'aimerais savoir si, dans les principales dispositions de la nouvelle ordonnance foncière de 1963, ainsi que dans l'ordonnance de 1962 sur l'enregistrement des terres, il est prévu une procédure d'immatriculation des terres qui soit ouverte aux autochtones qui désirent passer de la tenure collective des terres - tenure collective consacrée par le droit coutumier - à un droit foncier individuel.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'ordonnance foncière récemment promulguée - et, en particulier, l'ordonnance d'enregistrement des terres - prévoit cette immatriculation sur une base collective ou individuelle. Les autochtones ont eu dernièrement tendance à demander que leurs terres soient morcelées en parcelles plus petites et, à cet effet, on a promulgué les lois dont je viens de parler. Il s'agissait de répondre aux vœux de la population. Dans certains cas, la population a demandé à conserver le principe de la tenure collective. Dans ce cas, il leur est loisible de le faire. C'est une entreprise gigantesque que celle d'enregistrer toutes les terres qui existent en Nouvelle-Guinée où des coutumes tribales fort différentes existent, et c'est pourquoi on envisage de le faire plus tard.

M. DOISE (France) : Je voudrais poser une question connexe, dans ce domaine très intéressant. S'agit-il d'une individualisation de la terre, c'est-à-dire d'un droit réel, plutôt que d'un droit personnel? Je m'explique : est-ce la terre qui est inscrite sur le registre foncier et non pas le propriétaire?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas exactement compris la question mais je vais essayer néanmoins d'y répondre. C'est suivant la volonté de la population que les terres sont enregistrées soit collectivement, soit en tant que propriété privée. J'ai parlé précédemment de la tendance qui s'est manifestée vers un enregistrement individuel des terres et ceci est le résultat de la nécessité d'attirer l'attention sur les cultures commerciales. Autrefois, les plantations étaient faites un peu au hasard et sans grand soin et les produits de la terre étaient utilisés pour la subsistance des populations. L'Administration, par le truchement du Département de l'agriculture et de celui des forêts, a encouragé les agriculteurs à se diriger du côté des plantations commerciales. Les cultivateurs se sont ainsi rendus compte qu'ils passaient de nombreuses années à cultiver certaines parties de leurs terres avant d'en recevoir les fruits pour découvrir ensuite que de nombreuses personnes revendiquaient ces terres et en particulier leur production. Il était donc de beaucoup préférable de répartir les terres individuellement. J'espère que ma réponse éclaire la situation.

M. DOISE (France) : En ce qui concerne le domaine de l'enseignement, j'aurais été intéressé par des indications sur le rapport de la Commission de l'enseignement supérieur; mais j'ai cru comprendre, d'après les réponses données hier par le Représentant spécial, que ce rapport vient à peine d'être déposé sur le bureau de l'Administrateur et qu'en conséquence il n'est pas encore public. Je ne poserai donc pas de question sur ce problème.

Je veux simplement, maintenant, remercier le Représentant spécial de ses réponses.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : En une précédente occasion, ma délégation a posé des questions en rapport avec le développement politique dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Je voudrais maintenant poser quelques questions supplémentaires concernant divers autres domaines.

M. Shu (Chine)

Ma première question concerne les conseils de gouvernement local. Il est dit à la page 28 du rapport annuel (texte anglais) que la population dont s'occupent ces conseils est à peu près de 500 000 personnes, ce qui représente le tiers du total de la population autochtone du territoire. Puis-je demander au Représentant spécial quelles mesures concrètes l'Autorité administrante a l'intention de prendre en vue d'augmenter le nombre de ces conseils afin d'englober dans toute la mesure du possible l'ensemble de la population autochtone?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les progrès accomplis dans l'extension des conseils de gouvernement local sont tout à fait encourageants. En fait, alors que le chiffre qui figure dans le rapport annuel est de 500 000, j'ai le plaisir d'annoncer que le nombre actuel des personnes dont s'occupent les conseils a atteint 800 000 avec la création de sept nouveaux conseils, depuis le 30 juin 1963. Le nombre des conseils de gouvernement local actuellement en exercice dans le Territoire sous tutelle est de 54.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne les services publics, le Représentant spécial nous a dit dans sa déclaration liminaire :

"Cette réforme des services a pour but de donner davantage de chances aux fonctionnaires autochtones et de permettre qu'un jour la fonction publique soit dans sa plus grande partie autochtone. Une nouvelle loi sur les services publics a été adoptée à la dernière session du Conseil législatif, en novembre 1963." (1225ème séance, p. 69-70)

Dois-je interpréter les remarques du Représentant spécial comme signifiant que la nouvelle loi sur les services publics a pour but de créer un service unifié qui permettrait aux autochtones d'accéder petit à petit et de plus en plus aux postes importants et à la direction des services publics?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, en effet, le but unique et l'objectif de la nouvelle loi promulguée pour la réorganisation des services publics sont d'aboutir, dans l'avenir, à l'organisation de services publics complètement autochtones et de créer dès maintenant de plus grandes possibilités de promotion pour la population indigène.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne la propriété terrienne, le Représentant spécial nous a dit que des membres indigènes avaient été nommés au Land Board. Ce dernier constitue-t-il le même organisme que la Land Titles Commission? Sinon, quelles sont les relations entre ces deux conseils et comment est assurée leur collaboration?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Land Board a été créé dans le territoire pour déterminer les demandes d'acquisition de terres et il comprend un président et deux membres, dont l'un doit être autochtone. Les deux membres qui ont été nommés sont M. Lapani Watson et M. Stanis Boramilat, l'un du Papua et l'autre de la Nouvelle-Guinée. Tous les deux siègent dans le conseil chaque fois que des questions intéressant la Nouvelle-Guinée ou le Papua se posent.

D'autre part, la Land Titles Commission est un organe qui a été créé pour déterminer le titre de ces terres et, comme je l'ai déjà dit, il peut s'agir d'une conversion de titre ou d'un titre traditionnel déjà existant. Il s'agit en fait surtout de la détermination juridique du titre. Telle est la tâche de la Land Titles Commission alors que celle du Land Board ne concerne que les allocations de terres.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : L'Autorité administrante a-t-elle l'intention de poser la question de la propriété terrienne devant la nouvelle législature? Cette dernière a-t-elle le pouvoir d'adopter une nouvelle réglementation à ce sujet?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui; un certain nombre de questions se rapportant à la situation terrienne attendent d'être soumises à l'attention de la nouvelle Chambre, lorsqu'elle se réunira le 8 juin prochain. Cependant, il est peu probable que toutes ces questions pourront être discutées au cours de cette réunion; même pour ce qui concerne celles actuellement pendantes. Mais la Chambre d'assemblée a toute l'autorité voulue pour modifier la législation concernant la propriété terrienne, comme d'ailleurs pour toute autre question concernant le territoire.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : Une question maintenant au sujet du statut de la ferme. Dans sa déclaration limitaire, le Représentant spécial nous a dit qu'il y avait environ 1 250 fonctionnaires autochtones dans les services publics. Je voudrais savoir le nombre des fermes fonctionnaires?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je regrette de ne pouvoir vous donner un chiffre exact en ce qui concerne le nombre de fermes autochtones qui sont fonctionnaires. Cependant, d'après une estimation fondée sur ma connaissance personnelle du Territoire, je dirai qu'il y en a environ 130 à 140.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : J'ai une autre question à poser en ce qui concerne le statut de la femme. D'après les coutumes du mariage prévalant dans le Territoire, y a-t-il de nombreux cas de mariages interraciaux? Y a-t-il des mesures adoptées par l'administration ou par les communautés locales pour encourager ou décourager ces mariages entre races différentes?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le nombre de mariages interraciaux dans le Territoire est raisonnablement bas. Je ne suis pas en mesure de vous donner de chiffres exacts; mais il n'y a cependant rien de spécifique en fait de mesures d'encouragement ou de découragement en la matière. On exige toutefois de tout autochtone désirant épouser une personne d'une autre race qu'il obtienne tout d'abord une autorisation du commissaire de district de la région. Il s'agit simplement d'une mesure de sécurité sociale pour s'assurer que l'autochtone est parfaitement au courant de toutes les conséquences d'un tel mariage.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : Quel est le salaire de base payé dans le Territoire aux travailleurs hommes et femmes? Y a-t-il quelque différence à cet égard?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le salaire de base est exactement le même pour les hommes et pour les femmes. Cependant dans les services publics, il y a une légère différence et cela s'applique aux membres de toutes les races. Cette différence minime est d'environ 133 livres en ce qui concerne le salaire de base des employés hommes et femmes des services publics.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : J'en viens maintenant à la question de l'enseignement. Quel est le pourcentage d'enfants autochtones fréquentant les écoles primaires par rapport à l'ensemble de la population d'âge scolaire primaire?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais si j'ai parfaitement compris la question, mais je crois que le représentant de la Chine désire connaître le pourcentage des enfants autochtones d'âge scolaire primaire dans le Territoire. Il y a actuellement quelque 172 000 enfants qui fréquentent les écoles primaires du Territoire. Je dirai que le pourcentage des enfants autochtones doit être d'environ 94 ou 95 p. 100, peut-être même davantage.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : La mission de visite de 1962 a mis l'accent dans son rapport sur le besoin d'un enseignement plus poussé et a déclaré "qu'il ne devrait pas être difficile de choisir une centaine ou plus des étudiants les plus prometteurs dans le Territoire, chaque année, pour les préparer à se faire inscrire en Australie". Je voudrais savoir quelle est la position de l'Autorité administrante en ce qui concerne ce choix.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La question est à l'étude depuis déjà un certain temps de la part de l'Autorité administrante, et l'on s'efforce de permettre à l'ensemble de la population du Territoire de recevoir une instruction plus poussée, dans la mesure du possible et dans les plus brefs délais. Le représentant de la Chine pourrait être intéressé de savoir que les étudiants choisis pour poursuivre des études dans des universités ou dans des établissements d'enseignement du troisième degré, sont au nombre de 32 cette année, ils devraient atteindre un total de 78 l'année prochaine et de 116 l'année suivante. Vous constaterez que nous avons déjà évalué que ce chiffre de 100 qui pourrait être choisi plus ou moins à l'heure actuelle, est sur le point d'être atteint.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : J'ai une question sur les informations relatives aux Nations Unies. Nous avons noté avec intérêt les remarques faites par le Représentant spécial dans sa déclaration liminaire :

"Au cours des douze mois écoulés, une étroite collaboration a existé entre le Centre d'information des Nations Unies et l'administration, et l'administration elle-même s'est montrée très active dans la diffusion d'informations relatives aux Nations Unies." (1225ème séance, p. 68)

Puis-je demander au Représentant spécial si les informations diffusées jusqu'à présent comprenaient des renseignements sur les activités diverses des institutions spécialisées, comme l'OIT, l'UNESCO, l'OMS, etc., ce qui pourrait être intéressant pour hâter le développement du pays dans les domaines du travail, des échanges culturels, ainsi que sur le plan social et économique?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La diffusion des informations relatives à toutes questions ayant trait aux Nations Unies a constitué le but de l'Autorité administrante depuis de nombreuses années. Elle a maintenant atteint le point, grâce à l'instruction poussée de la population, de pouvoir diffuser pratiquement dans tout l'ensemble du Territoire des renseignements sur la plupart des choses qui se passent aux Nations Unies. On accorde une attention toute particulière à la diffusion d'informations concernant les institutions spécialisées des Nations Unies. Dans ce domaine, des conférences sont données dans la plupart des écoles, de temps à autre au cours de l'année, tant par l'entremise du Centre d'informations des Nations Unies à Port Moresby que par l'administration elle-même.

M. SHU (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à remercier le Représentant spécial pour les réponses qu'il m'a fournies. Je n'ai plus de questions à lui poser.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais simplement répondre à deux questions qui m'ont été posées par le représentant de la Chine, au cours de la dernière séance, car je n'étais pas alors en mesure de lui donner les chiffres qu'il demandait. Sa première question concernait la liste des centres électoraux. J'en ai ici un exemplaire que je vais lui donner. C'est un document intéressant qui pourrait peut-être retenir l'attention des autres membres du Conseil. Je me permettrai donc, avec l'autorisation du Président, de le faire circuler.

La seconde question avait trait au plus grand nombre d'électeurs par centre électoral. Dans le centre de Minj, dans le district des hauts plateaux occidentaux, le plus grand nombre a été 30 887. Ensuite, on peut citer le centre électoral de Bougainville avec 30 311. Ce sont les deux centres électoraux comprenant plus de 30 000 électeurs. Tous les autres sont moins importants. Le nombre moyen de personnes par centre électoral est de 23 400.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Il me semble que certaines questions très brèves restent à poser après celles très intéressantes déjà posées pendant trois séances du Conseil. La première question a trait aux méthodes grâce auxquelles la nouvelle Chambre d'Assemblée accomplira sa tâche. Il me semble nécessaire de s'assurer que les membres élus de l'Assemblée s'intéressent autant que possible au travail quotidien du gouvernement. Certains d'entre eux, nous le savons, auront des fonctions d'exécution du fait de leur nomination comme sous-secrétaires ou membres du Conseil de l'Administrateur, mais nombre d'entre eux ne seront pas dans ce cas.

Je note que les méthodes de travail de la Chambre d'assemblée seront, dans une large mesure, déterminées par la Chambre elle-même lorsqu'elle se sera réunie le 8 juin, je crois; mais je voudrais savoir si l'on a pensé à des moyens tels que, par exemple, la création d'un système de commissions parlementaires pour permettre à ces membres d'acquérir l'expérience nécessaire dans des domaines précis tels que l'enseignement, l'agriculture, le développement économique et l'exploitation des terres.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Autorité administrante n'a aucunement négligé la possibilité de créer des commissions parlementaires au sein de la nouvelle Assemblée. Cependant, aucun plan définitif n'a encore été fait car il a été décidé qu'il vaudrait mieux - étant donné les difficultés qu'ont les membres autochtones de l'Assemblée à assimiler toutes les procédures de cette dernière au cours de ses étapes initiales - renvoyer ces questions jusqu'à ce qu'elles puissent être discutées, plus tard, par les membres de l'Assemblée elle-même. Cependant, je peux assurer le représentant de la Nouvelle-Zélande que l'administration patronnera la création de commissions parlementaires et une plus grande participation des membres aux travaux du gouvernement.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Si l'Assemblée doit accomplir un travail efficace, ses membres devront avoir une large compréhension des besoins du pays en général, une compréhension beaucoup plus large que celle des besoins de leurs propres districts. Je me demande s'il existe des plans permettant aux membres de l'Assemblée de voyager à travers le

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

territoire et de se faire une impression générale du développement de celui-ci, impression dont ils ont besoin et qui, j'imagine, doit jusqu'à maintenant avoir été réservée plus ou moins aux fonctionnaires de l'administration.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

L'administration a déjà pris des mesures en ce sens. Depuis deux ans, des groupes composés de dix à quinze autochtones venant de toutes les parties du territoire, occupant une situation prépondérante soit dans le gouvernement local, soit dans les cercles d'affaires, ont été invités à visiter les centres principaux du territoire ainsi que des villes d'Australie, notamment Canberra, Sydney et Melbourne. Le but de la visite à Canberra est de les familiariser avec le genre de gouvernement qui fonctionne en territoire métropolitain. Ces visites seront encouragées dans l'avenir par l'administration et je peux assurer le représentant de la Nouvelle Zélande que le gouvernement continuera d'organiser ces groupes, tout spécialement avec des membres de la Chambre d'Assemblée, et à leur donner la possibilité de connaître d'autres parties du territoire afin de voir ce qui se passe non seulement dans leurs propres régions, mais dans toutes les parties du territoire.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) :

Le Représentant spécial a dit l'autre jour dans sa déclaration que les problèmes posés lors des récentes élections étaient pour la plupart des problèmes locaux et pratiques. Je pense qu'on s'attendait aussi à ce que les élections servent à rendre la population plus consciente des besoins du pays dans son ensemble et, plus particulièrement, de la nécessité de détruire le régime tribal et certains de ses effets. Le Représentant spécial peut-il nous dire quels sont les problèmes généraux de ce genre abordés au cours de la campagne électorale?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Il n'y a pas eu de campagne spéciale à cet égard, mais il ressort des résultats des élections que les loyautés traditionnelles n'ont pas été réellement observées. Je pense qu'un exemple en est donné dans le cas que j'ai cité au cours de ma déclaration liminaire, celui de M. Gaudi Mirau, un Papouan du district du golfe de Papua qui a été élu dans un centre électoral entièrement étranger, celui de Markham, dans le district intérieur de Nouvelle-Guinée. Ce candidat a travaillé

M. Toogood

pendant très longtemps dans la région comme fonctionnaire de l'administration et il a été évident que le travail qu'il a fait et la confiance qu'il a provoquée dans la population lui ont permis de triompher aux élections. La même chose peut être notée dans une autre région où une personne possédant un pouvoir traditionnel considérable, qui a été mêlée dans le passé au culte du cargo et à d'autres organisations mystiques et religieuses, dont le nom, même aujourd'hui, hors de sa propre région, évoque toutes sortes de visions de mysticisme, a été battue par un homme plus jeune, possédant une meilleure éducation et qui a fait campagne sur des problèmes plus pratiques.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Dans le domaine du gouvernement local, le Représentant spécial a mentionné dans sa déclaration que la nouvelle Local Government Ordinance a prévu des dispositions pour la création de conseils multiraciaux. Cette question a provoqué, dans le passé, l'intérêt du Conseil de tutelle, non pas seulement du point de vue d'une assurance de participation non raciale aux élections et aux travaux des conseils, mais également afin de donner au Conseil des pouvoirs plus étendus de taxation dans les régions relevant de leur juridiction. Je sais que cette question des conseils de gouvernement local a été abondamment discutée au cours de la période des questions, mais je voudrais savoir si le Représentant spécial ne peut pas faire quelques commentaires sur les dispositions de l'ordonnance à cet égard.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans la nouvelle Local Government Ordinance, des dispositions beaucoup plus larges sont prises pour la participation des conseils sur une base multiraciale et autochtone dans les régions de conseils. La suppression des barrières tribales et villageoises a été également soutenue dans les régions de conseils et ceci est plus remarquable encore avec la fusion des conseils. D'année en année, nous pouvons noter un nombre plus grand de conseils qui sont créés. Certains peuvent penser que ceci n'a pas une très grande signification et qu'en fait nous avons seulement accru ce nombre de cinq ou six conseils. Cependant, il faut tenir compte que quatre ou cinq conseils, peut-être dans deux ou trois régions différentes, ont fusionné en un plus grand conseil, mettant ainsi en commun leurs connaissances et applanissant leurs divergences dans ces régions particulières.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je comprends que le progrès agricole dans les hautes terres de la Nouvelle-Guinée a été obtenu très largement et de façon très impressionnante grâce à l'utilisation des transports aériens. On peut penser que, tandis que ce progrès agricole se poursuit, les limitations inhérentes et les frais de ces transports aériens vont devenir un obstacle de plus en plus grand. Dans quelle mesure peut-on dire que les limites des transports par air ont été maintenant atteintes? Le développement des routes s'accroît-il avec le besoin d'une autre forme de transport?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La proportion du développement économique grâce à l'utilisation des aérodromes et des routes a fait l'objet d'études constantes de la part de l'administration. Tous les deux ou trois ans, l'administration effectue une étude sur les avantages économiques des transports aériens par comparaison avec les transports routiers. Ceci a lieu en particulier pour les hauts plateaux où des aérodromes se sont avérés absolument indispensables pour le développement des postes avancés et pour intensifier les progrès de l'administration dans les régions sous-développées.

Il existe maintenant un tronçon de route auquel nous travaillons, qui a quelque 640 milles de long et qui va de Lae, port situé sur la côte, jusqu'à la vallée de Markham qui est en plein développement - et j'utilise ce mot parce c'est la construction de la route qui a permis ce développement. Cette route continue vers la montagne en passant par un certain nombre de centres importants, en particulier ceux de Kainantu, Goroka et Mount Hagen, jusqu'à Mendi, sur les hauts plateaux méridionaux. Des routes secondaires sont également tracées à partir de cette route principale vers Lalagam, Wabag et d'autres postes plus éloignés.

En ce moment, la différence entre le coût du transport aérien et celui du transport routier pour se rendre à Kainantu, qui est, en réalité, le premier centre sur cette route, est très faible. En fait, la plupart des gens transportent maintenant leurs produits par la route de Kainantu à Lae. Toutefois, pour aller plus loin, le transport par route n'est pas encore rentable. Il faut attribuer cela à la qualité accrue de la route. Cette route est améliorée pour devenir une route de première catégorie depuis Lae jusqu'à plus loin. Cette route a maintenant atteint le sommet de la montagne. La portion qui se trouve entre Wata Reis, dans la vallée de Markham, et Kainantu, est actuellement en construction. De là, elle ira de Kainantu à Goroka. Une étude devra alors être faite sur le coût relatif entre ces centres et on prévoit qu'en fin de compte, lorsqu'une route de première catégorie aura été construite jusqu'au bout, le transport par route prendra le pas sur le transport par air.

Toutefois, il y a encore un effort dans cette direction, c'est la construction d'une vaste piste d'atterrissage pour des DC-4, avions trop grands pour être utilisés dans la plupart des centres ruraux du Territoire, près de Mount Hagen, ce qui

M. Toogood

permettra le transport des produits lourds de cette région. Les routes secondaires vers le centre et d'autres aérodrômes utilisés par des avions légers pourront desservir l'aérodrome plus vaste situé près du Mount Hagen et permettre ainsi le transport rapide de tous les produits provenant des hauts plateaux occidentaux aussi bien que des hauts plateaux orientaux.

M. NCRRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : J'ai une question à poser dans le domaine de l'éducation, qui a fait l'objet jusqu'ici de beaucoup d'attention. Cependant, à mon avis, la question de la formation professionnelle n'a pas été approfondie. Quelles sont les dispositions prises en Nouvelle-Guinée pour la formation commerciale, professionnelle et technique, ce qui est différent et complémentaire de l'éducation générale?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Autorité administrante s'est penchée avec beaucoup d'attention sur l'éducation technique et l'orientation professionnelle. Le Département de l'éducation comprend maintenant une section qui s'occupe particulièrement de l'orientation professionnelle et des spécialistes visitent régulièrement les écoles et interrogent les étudiants les plus âgés afin de déterminer dans quelle branche il serait préférable de les utiliser. Des écoles techniques sont maintenant créées dans tous les centres principaux du Territoire. Lae, Madang, Wewak, Rabaul et Goroka ont tous des centres techniques qui se développent et on se propose maintenant d'établir un centre technique supérieur à Port Moresby pour donner une éducation technique supérieure à la population autochtone venant de toutes les régions du Territoire.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation voudrait poser quelques questions au Représentant de l'Australie ou au Représentant spécial pour élucider certains points soulevés dans la déclaration du Représentant spécial la semaine dernière et plus particulièrement sur ce que fait l'Autorité administrante dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie.

Le Représentant spécial nous a parlé la semaine dernière de dispositions prises pour la vente des produits et je voudrais lui demander quelle aide reçoit le producteur néo-guinéen pour la vente de ses récoltes et s'il est possible à un fermier ou à un homme d'affaires néo-guinéen d'obtenir des capitaux pour développer ou élargir son affaire.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La vente des produits indigènes a fait l'objet d'une attention particulière. Un certain nombre d'organisations sont actuellement créées dans le Territoire, sous les auspices du Département du commerce et de l'industrie, lui-même créé il y a deux ans environ pour s'occuper plus particulièrement de ces aspects du développement du pays. Ce Département comprend un certain nombre de divisions dont l'une d'elles, la division des coopératives, est plus particulièrement intéressée par ce domaine de la vente. Il y a également une division d'aide à la vente qui pousse à la création d'organisations de vente au niveau du village. Certaines de ces petites organisations ont maintenant atteint le stade où elles peuvent s'occuper elles-mêmes de la vente de leurs propres produits, même à l'étranger.

En ce qui concerne la seconde partie de la question, à savoir ce qui est fait pour aider le producteur, des prêts sont accordés par l'administration par l'intermédiaire du Native Loans Board. Tout autochtone qui désire développer une industrie ou même en créer une peut demander de l'aide au Native Loans Board. Un certain nombre de prêts - 31, je crois - ont été consentis l'an dernier et leur montant total s'élève aux environs de 56 000 livres.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais poser une question sur l'agriculture. L'Autorité administrante prend-elle des mesures pour remédier au problème qui existe dans certaines régions où il y a une surpopulation et, de ce fait, trop peu de terres cultivables?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Oui, l'Autorité administrante fait un effort particulier dans les régions surpeuplées pour améliorer les méthodes agricoles et aussi pour disperser la population en réinstallant certains groupes dans des régions où ils trouvent des avantages meilleurs et des facilités plus grandes. Je crois avoir mentionné au cours des deux derniers jours qu'un certain nombre de régions ont fait l'objet de nouveaux plans de réinstallation. Une certaine superficie est étudiée et mise aux enchères et des gens venant de régions surpeuplées sont encouragés à demander ces superficies et obtiennent ainsi un titre de propriété dans une région qui est considéré comme rentable pour eux.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Dans sa déclaration, le représentant spécial a signalé la nécessité de créer des industries secondaires. Pourrait-il nous donner des renseignements supplémentaires sur ce qui a été fait dans le territoire pour encourager à la fois les industries essentielles et les industries secondaires?

M. TCOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Durant les deux ou trois dernières années, des efforts particuliers ont été déployés afin de créer des industries secondaires; bien que l'économie du territoire soit vouée à demeurer liée à la production des produits de base, il est nécessaire, à la fois pour créer un débouché pour les travailleurs et pour développer le pays au point de vue économique, que les industries secondaires jouent un rôle dans ce développement. C'est ainsi que le capital et tous ceux qui désirent investir des capitaux dans le territoire sont encouragés. Récemment, il a été créé à Lae une fabrique de tréfilerie et de clous, qui s'est révélée d'une valeur immense pour le territoire; de même, il s'est établi à Madang une vaste fabrique de cigarettes fondée sur un capital de 300 000 livres et qui produit maintenant des cigarettes à des prix infiniment moindres que ceux des cigarettes importées et qui, par conséquent, donne une satisfaction immédiate à des besoins de la population.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je poserai deux questions au sujet de la santé publique. Tout d'abord, quelles sont les mesures qui ont été prises pour pallier au manque de protéines dans le territoire?

M. TCOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il y a ou il y a eu un manque de protéines dans certaines parties du territoire, notamment dans les régions de l'intérieur; car, dans les régions côtières, le poisson permet d'avoir un régime alimentaire excellent au point de vue des protéines. Néanmoins, des études sont faites périodiquement sur les conditions de l'alimentation. Deux ou trois équipes se déplacent constamment à travers le territoire pour exécuter ces recherches et déterminer ce qu'il est nécessaire d'ajouter aux régimes alimentaires.

M. Toogood

D'autre part, l'Administration a consacré une attention toute particulière à l'importation de volailles, de races porcines meilleures et de bétail. Les troupeaux de bœufs semblent constituer le meilleur moyen d'améliorer l'alimentation au territoire. Il y a quatre ou cinq ans, une ferme-modèle a été instituée dans la région de Wain, qui est à l'intérieur aux environs de Lae; en ce moment, le bétail de cette ferme compte 400 animaux et l'entreprise exporte ses produits à Lae.

Il y a dans les hauts plateaux quelque 60 projets-pilotes; leur nombre augmente de 20 à 30 tous les ans. Les entreprises commencent avec des troupeaux de 6 à 10 têtes. Il est estimé qu'avec le développement progressif de l'élevage des bœufs et l'éducation de la population en ce qui concerne les soins à donner aux animaux, le manque de protéines arrivera à être supprimé dans une grande mesure.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le représentant spécial pourrait-il nous donner quelques renseignements supplémentaires sur les progrès accomplis en ce qui concerne l'éradication du paludisme dans le territoire de la Nouvelle-Guinée?

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le paludisme est certainement l'une des maladies les plus difficiles à combattre dans le territoire de la Nouvelle-Guinée. Au cours des sept dernières années, des mesures concrètes ont été prises afin de faire disparaître cette maladie.

Un système de pulvérisation a été utilisé dans sept des neuf districts de la Nouvelle-Guinée. La pulvérisation vient également de commencer cette année dans les deux districts restants qui sont ceux des hauts plateaux de l'Ouest et de l'Est. La pulvérisation est effectuée pendant environ deux années. Après quoi, les gens sont soumis, pendant une période de 13 semaines, à une médication comprenant un mélange de deux drogues anti-paludiques. Il s'est avéré qu'en ce moment, le paludisme a été presque totalement éliminé. La pulvérisation se poursuit aux endroits où cela est nécessaire.

M. Toogood

Un nouveau projet-pilote vient d'être établi; il consiste à utiliser une drogue nouvelle appelée CI-501 qui n'avait pas donné des résultats excellents dans certaines régions du monde; cependant, le projet-pilote signale qu'il obtient en ce moment des succès et qu'associée à d'autres méthodes, cette nouvelle drogue peut aider à supprimer le paludisme. L'éradication du paludisme a déjà été effectuée dans les îles Trobrian, au Papua, et on espère qu'un résultat du même genre sera obtenu par les mesures actuellement prises dans les îles de l'Amirauté, notamment dans la vaste île de Manus.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : J'ai terminé mes questions; je tiens à remercier le représentant spécial pour les réponses à la fois courtoises, complètes et intéressantes qu'il a bien voulu me donner.

M. TOOGOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander un moment d'indulgence de ce Conseil, afin de me permettre de donner un renseignement qui nous est parvenu en ce qui concerne une question posée hier par le représentant de l'Union soviétique. Ce renseignement ne nous est pas parvenu à la suite d'une requête spéciale; mais, hier, l'Administrateur du territoire de la Nouvelle-Guinée et du Papua a annoncé que, sur les sept membres élus du Conseil de l'Administrateur, il y aurait désormais cinq autochtones et deux Australiens.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil de tutelle n'ont plus de questions à poser au représentant spécial. En conséquence, je remercierai M. Toogood, au nom du Conseil de tutelle, d'avoir bien voulu répondre aux nombreuses questions qui lui ont été posées, et je le prierai de se retirer de la table du Conseil.

M. Toogood se retire.

DISCUSSION GENERALE

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a été fort impressionnée par la déclaration d'ouverture faite par M. McCarthy, représentant de l'Australie, au sujet du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée; son discours a fait ressortir une politique dévouée et humanitaire dont ma délégation pense qu'elle représente parfaitement l'esprit dans lequel l'Australie envisage ses responsabilités à l'égard de la population de la Nouvelle-Guinée.

Selon nous, cette déclaration a été parfaitement honnête; elle a dépeint d'une manière sérieuse et fidèle les aspirations humaines et les espoirs déçus, ainsi que les problèmes que ce pays rencontre dans ses tentatives d'assurer le progrès social, économique et politique de la population de la Nouvelle-Guinée. Lorsque le représentant de l'Australie a eu recours à l'expression : "comme notre peuple" en faisant allusion aux Néo-Guinéens, il a révélé une ferme décision de son gouvernement de traiter d'une manière éclairée les problèmes de la Nouvelle-Guinée et d'acheminer sa population vers l'autodétermination dans la fierté et la dignité.

Si cela m'est permis, je ferai allusion à une affirmation du représentant de l'Union soviétique qui, emporté par son imagination, a comparé le Conseil de tutelle à Rip Van Winkle et a dit :

"... que pour une majorité de ses membres, l'idée de l'indépendance et de l'autonomie est aussi mal comprise que la conception nouvelle rencontrée par le héros du livre de Washington Irving".

M. Yates (Etats-Unis)

Ma délégation se réjouit d'entendre le représentant de l'Union soviétique se référer à l'un des classiques de la littérature américaine, mais je voudrais faire observer respectueusement qu'une comparaison plus appropriée mettrait en parallèle le représentant de l'Union soviétique et le héros endormi du conte de Washington Irving. Certes, comment expliquer autrement qu'il puisse ignorer, ou même avoir oublié, le bilan magnifique du Conseil de tutelle? Il suffit d'énumérer les anciens territoires sous tutelle pour s'en convaincre, et c'est ce que je vais faire.

Le Samoa occidental est indépendant. Le Tanganyika est indépendant. L'ancien territoire sous tutelle du Ruanda-Urundi est devenu deux pays indépendants. Les habitants du Cameroun, autrefois administré par le Royaume-Uni et la France, ont choisi, les uns de s'associer avec d'autres nations, les autres de former un pays nouveau et indépendant. La même décision a été prise par les habitants du territoire sous tutelle du Togo, dont une partie s'est jointe à la Côte de l'Or pour former la nation ghanéenne, tandis que l'autre déclarait son indépendance en tant que nation nouvelle, le Togo. La Somalie italienne fait maintenant partie de la République indépendante de Somalie.

Ainsi, sur les 11 territoires sous tutelle, il n'en reste plus maintenant que trois et les habitants de ces trois territoires se verront accorder le droit de se gouverner eux-mêmes, le droit de choisir leur gouvernement.

C'est pour ces raisons que ma délégation déclare que l'histoire du Conseil de tutelle infirme les assertions du représentant de l'Union soviétique.

Ma délégation voudrait également féliciter le Représentant spécial, M. Toogood, de l'excellente déclaration qu'il a faite et des réponses très complètes qu'il a données à toutes les questions que lui posaient les membres du Conseil de tutelle. Il a grandement impressionné ma délégation par l'étendue de ses connaissances en ce qui concerne les divers aspects de l'administration et de la situation politique, sociale et économique du territoire.

L'un des événements les plus frappants qui se soient produits dans le territoire et qui marquera une date dans son histoire a été l'élection parlementaire générale qui a eu lieu en février et mars de cette année. La description précise faite par M. Toogood des efforts herculéens qu'il a fallu déployer pour

M. Yates (Etats-Unis)

préparer les listes électorales et enregistrer plus d'un million d'hommes et de femmes susceptibles de voter pour les représentants devant constituer la première Assemblée de la Nouvelle-Guinée, s'est avérée, à notre avis, l'un des épisodes les plus intéressants des annales de ce Conseil. Les élections elles-mêmes, qui ont duré près de cinq semaines et qui ont exigé de grands efforts de la part des équipes mobiles de scrutateurs, ont également été fort impressionnantes. Le fait que plus de 700 000 personnes aient voté volontairement - c'est un record qui supporte facilement la comparaison avec celui de bien des pays développés - prouve que l'Autorité administrante n'a pas épargné sa peine pour expliquer en grand détail aux habitants du territoire le sens du processus électoral et l'importance qu'il avait pour eux. Le résultat de cette entreprise gigantesque, menée avec imagination et courage, a été la création d'un corps législatif en majorité indigène. En fait d'ailleurs, il y a eu des surprises, car la majorité autochtone n'était pas aussi forte que ne l'avait escompté l'Administration. Cela découlait du fait que la majorité écrasante des autochtones, dans six districts, avait élu des candidats non autochtones de préférence aux indigènes. Ma délégation y voit une preuve du respect, de la confiance et de l'estime qu'éprouvent les autochtones pour les non-indigènes qui vivent parmi eux.

Dans le domaine économique et social, les efforts de la Puissance administrante ont également été dignes de remarque, même s'ils sont moins spectaculaires que dans le domaine politique. On a cherché à augmenter la production, par les Néo-Guinéens, des cultures de rapport, créant ainsi la base d'une économie plus moderne et un pouvoir d'achat nécessaire pour l'établissement d'industries secondaires. Ma délégation apprécie ces efforts à leur juste mesure, ainsi que les recherches qui permettront un avenir prometteur pour le développement de l'élevage et des industries qui s'y rattachent. Il convient de noter aussi les plans prévus par l'Administration pour mettre sur pied à grands frais des sources illimitées d'énergie en Nouvelle-Guinée grâce à des travaux sur le fleuve Ramu. La prospection de sites le long de la rivière Wasangai en Nouvelle Bretagne en vue d'installations hydro-électriques est des plus intéressantes, et il faut espérer que ce projet pourra être mené à bien.

M. Yates (Etats-Unis)

Mon gouvernement estime que les communications sont tout aussi importantes pour l'économie que pour le développement social et politique du territoire, et en conséquence elle est heureuse de constater que l'Autorité administrante poursuit son programme d'extension des communications par air, par télégraphe et par terre. Il suffit de se rappeler que tout récemment encore la topographie du territoire rendait les communications si difficiles que certaines régions n'avaient même pas été complètement pénétrées par l'Administration. En concentrant son attention sur des questions aussi importantes que les communications, l'énergie électrique et la prospections des ressources naturelles, l'Autorité administrante pose des fondations solides pour le développement économique du territoire.

Tous ces efforts reflètent l'intention de l'Australie, exposée par le Premier Ministre au cours d'une visite en Nouvelle-Guinée en 1963, d'assurer que la Nouvelle-Guinée ne sera pas lancée dans le monde dans un état tel qu'elle devrait dépendre économiquement d'autres nations.

Ma délégation prend aussi note des efforts soutenus de l'Autorité administrante pour procurer aux habitants de la Nouvelle-Guinée des soins médicaux de plus en plus étendus. De nouveaux hôpitaux viennent s'ajouter à ceux, nombreux déjà, qui existaient. En nombre toujours croissant, les Néo-Guinéens sont formés à ce travail.

Les dépenses pour l'enseignement des enfants ne font qu'augmenter. On forme de plus en plus de personnel enseignant. Le territoire aura bientôt, nous l'espérons, une université qui permettra de poursuivre dans le territoire même des études supérieures.

On encourage la formation de syndicats libres et la négociation collective. L'intégration raciale se poursuit grâce à des lois meilleures, et des mesures ont été prises l'an dernier pour remplacer les tribunaux indigènes par des tribunaux ayant juridiction sur des membres de toutes les races. En même temps, on s'assure que, dans l'administration de la justice, il est dûment tenu compte des coutumes indigènes.

M. Yates (Etats-Unis)

Parmi les projets les plus importants de l'Autorité administrante, il en est un qui prévoit l'utilisation toujours plus grande des autochtones instruits dans la fonction publique du territoire. En vue du jour où celle-ci sera entièrement aux mains des autochtones, une nouvelle politique a été établie qui consiste à donner des contrats d'une durée limitée aux non-autochtones afin de pouvoir les remplacer ultérieurement par des autochtones. Une école d'administration a été récemment créée en vue de former un plus grand nombre de Néo-Guinéens de façon qu'ils puissent occuper des postes de responsabilité dans le gouvernement du territoire. Ma délégation estime que cette évolution est extrêmement heureuse.

Nous constatons avec satisfaction que le Gouvernement australien continue d'augmenter son aide financière directe au budget du territoire. Pour l'année fiscale courante, sur un budget de 37 500 000 livres, cette contribution est de 25 250 000 livres.

Mon gouvernement éprouve un grand respect pour les résultats obtenus par l'Autorité administrante depuis la dernière session du Conseil. Ma délégation est certaine que la situation ne fera que s'améliorer. S'il est vrai qu'il reste encore beaucoup à faire avant que la population soit à même de gouverner la Nouvelle-Guinée, avec ses régions montagneuses à peu près inaccessibles et les nombreux archipels qui l'entourent, nous sommes certains que ce but sera atteint grâce à la volonté bien déterminée du Gouvernement australien à cet égard.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits pour la présente séance. Nous nous réunirons en principe demain à 3 heures. Je dis "en principe" car il est possible qu'il y ait une séance du Conseil de sécurité demain après-midi, auquel cas nous nous réunirions le matin. Je prie donc les membres du Conseil de consulter le Journal à cet égard. Nous ne saurons pas avant 5 heures, aujourd'hui, si le Conseil de sécurité doit se réunir demain.

Le Président

J'espère qu'un grand nombre de membres du Conseil seront prêts à faire leur déclaration générale sur la Nouvelle-Guinée demain et que ces déclarations générales seront terminées jeudi, à temps pour que nous puissions entendre la déclaration liminaire sur le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et entreprendre l'examen du rapport de la mission de visite. Si nous pouvons venir à bout de ce programme jeudi, la séance suivante pourrait être fixée au mardi 2 juin, c'est-à-dire que nous ne nous réunirions ni vendredi ni lundi. Cependant, si nous n'avons pas terminé jeudi, je propose que nous ayons une séance vendredi prochain.

La séance est levée à 12 h 25.